



**HAL**  
open science

## Intégrations régionales et reconductions des statu quo nationaux

Gabriel Facal, Jérôme Samuel

► **To cite this version:**

Gabriel Facal, Jérôme Samuel. Intégrations régionales et reconductions des statu quo nationaux. Gabriel Facal; Jérôme Samuel. L'Asie du Sud-Est 2024 : bilan, enjeux et perspectives, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, pp.15-19, 2024, 10.4000/books.irasec.8182. hal-04563790

**HAL Id: hal-04563790**

**<https://hal.science/hal-04563790v1>**

Submitted on 19 Nov 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.)

## L'Asie du Sud-Est 2024 : bilan, enjeux et perspectives

Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine

---

# Intégrations régionales et reconductions des statu quo nationaux

Gabriel Facal et Jérôme Samuel

---

DOI : 10.4000/books.irasec.8182  
Éditeur : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine  
Lieu d'édition : Bangkok  
Année d'édition : 2024  
Date de mise en ligne : 6 mars 2024  
Collection : Asie du Sud-Est  
EAN électronique : 978-2-35596-076-5



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

FACAL, Gabriel ; SAMUEL, Jérôme. *Intégrations régionales et reconductions des statu quo nationaux* In : *L'Asie du Sud-Est 2024 : bilan, enjeux et perspectives* [en ligne]. Bangkok : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2024 (généré le 08 mars 2024). Disponible sur Internet : <<https://books.openedition.org/irasec/8182>>. ISBN : 978-2-35596-076-5. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.irasec.8182>.

---

Le texte seul est utilisable sous licence . Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

# Intégrations régionales et reconductions des statu quo nationaux

Gabriel Facal et Jérôme Samuel

La reprise post-covid et post-crise économique s'est poursuivie en 2023, chaque pays d'Asie du Sud-Est déployant son propre agenda. Face à des défis souvent supranationaux, les pays ont manifesté peu de convergences diplomatiques, que ce soit sur la stratégie à adopter dans le contexte des tensions en mer de Chine méridionale et des rivalités entre les États-Unis et la Chine en Indo-Pacifique, ou encore à propos des guerres en Birmanie et en Palestine. Dans le même temps, les questions géopolitiques ont donné lieu à des positionnements nationaux un peu plus affirmés que les années précédentes, les relations en mer de Chine méridionale accroissant les crispations, à l'instar de séquences successives de manifestations de défiance entre les Philippines et la Chine. Sans pour autant amoindrir l'intensité des relations bilatérales avec la Chine, alors que les Nouvelles routes de la soie (BRI) fêtaient leurs dix ans, l'Indonésie et le Viêtnam ont chacun fait évoluer leurs relations avec les États-Unis vers un « partenariat stratégique global ».

Sur le dossier birman, l'Indonésie, en charge de la présidence de l'ASEAN cette année, a multiplié les efforts, mais sans portée significative face à l'emballement de la guerre dans le dernier trimestre 2023. Reste qu'une partie des pays met en place des dispositifs informels (bureau de l'Envoyé spécial, dialogue élargi avec les agences internationales, ententes autour des lignes à tenir entre les prochains présidents de l'Association que sont la Malaisie et le Laos) et que, face aux pressions, la junte birmane a renoncé à la présidence de l'Association qui lui incombait pour 2026.

Comme 2022, l'année 2023 a été riche en échéances électorales. Les Philippines organisaient des scrutins parlementaires (mai), le Cambodge élisait un

parlement chargé d'entériner la succession dynastique de Hun Sen (juillet), on votait en Malaisie pour renouveler les assemblées locales de six États (août) et Singapour a élu son président, au rôle purement honorifique, Tharman Shanmugaratnam (septembre). On peut aussi mentionner la désignation, par ses pairs, du nouveau roi de Malaisie, le sultan de Johor, dont la fonction n'est pas sans incidence sur les affaires politiques (octobre) ; au Brunei Darussalam le Sultan Premier-ministre a procédé à quelques « coups de torchon » au sein du Palais. Mais le scrutin de l'année s'est tenu en Thaïlande, où les élections législatives de mai ont donné lieu à un taux de participation historiquement élevé et une nette victoire du camp progressiste. Sans surprise, l'establishment militaro-économico-monarchiste a renversé les résultats, en toute légalité, pour donner naissance à une improbable coalition gouvernementale entre les partis conservateurs et une fraction de l'ancienne opposition, au grand dam des électeurs, grugés mais peu tentés par la protestation. En Indonésie, la campagne pour les élections générales de février 2024 (présidentielle et parlementaires, nationale et locales) a occupé une grande partie de l'actualité, et l'on a vu se dessiner une coalition si imposante et éclectique qu'elle en efface les couleurs idéologiques des partis et des candidats, au profit de la convergence d'intérêts des élites représentantes et de leurs appareils.

Dans tous les cas, des gouvernements à la légitimité populaire plus ou moins affirmée font face au défi de « performer » au plan économique, dans un contexte de volatilité des marchés. Les efforts nationaux consentis dès 2022 pour contrer l'inflation ont permis d'en limiter les effets, malgré des sorties de route, comme au Laos. Les performances économiques générales, plutôt décevantes, s'expliquent, entre autres, par une demande mondiale atone, un faible niveau des exportations, une consommation intérieure peu dynamique et une reprise modeste dans les secteurs clés, en particulier le tourisme et l'hôtellerie. Alors que les prix mondiaux du riz ont atteint leur plus haut niveau depuis la crise de 2008, plusieurs États sud-est asiatiques ont dû imposer un plafonnement des prix de vente au détail.

Face à l'impératif de la réussite et à la morosité de la relance, l'année témoigne d'un accent mis sur les diplomatie économiques, à l'instar de dialogues avec les BRICS et autres multilatéralismes. Les accords de libre-échange et les partenariats s'additionnent, y compris jusqu'en Afrique et en Amérique latine. À ce titre, Oscar Fernández-Guillén (chapitre 2) fait le bilan des interactions entre les pays du MERCOSUR et ceux de l'ASEAN, dessinant également les perspectives d'accords de bloc à bloc. Lors de son discours inaugural, le nouveau secrétaire général de

l'ASEAN, le Cambodgien Kao Kim Hourn, affirme vouloir mettre l'accent sur l'intégration régionale des pays dans le secteur de l'économie numérique. On assiste de surcroît à la prolifération d'accords monétaires visant une plus grande interconnexion des systèmes financiers nationaux en devises locales, par exemple via des paiements transfrontaliers par code QR. Une initiative régionale de connectivité des paiements a été approuvée lors du sommet des dirigeants de l'ASEAN à Labuan Bajo, en Indonésie, au mois de mai. Dans la même veine, le chapitre 1 de ce volume (Clément Berthou) étudie les efforts de dédollarisation régionale, par le biais de la stratégie chinoise d'internationalisation du yuan. La Chine n'est cependant pas seule à nourrir des ambitions monétaires en Asie du Sud-Est, et l'Inde montre, elle aussi, les signes d'une ambition croissante d'intégration et de développement monétaire.

Les différents pays se saisissent donc d'opportunités à l'international et les interdépendances financières sont par ailleurs des gages d'une plus grande stabilité face aux rivalités géopolitiques des grandes puissances mondiales. Les exercices militaires conjoints que nombre de pays organisent avec une pluralité de partenaires aux allégeances parfois divergentes, attestent du souci de maintenir des dialogues engagés. Restent les perturbations intérieures, peu sensibles depuis les grandes capitales, mais toujours vivaces localement. En matière de sécurité, les mouvements du Sud thaïlandais ont continué de manifester leur défiance vis-à-vis du pouvoir central par des attaques répétées et la nouvelle donne politique tarde à produire ses effets. Au Viêtnam, des affrontements entre les minorités (des « Montagnards » à Dak Lak) et l'État ont éclaté au mois de juin, tandis qu'en Indonésie, les heurts en Papouasie occidentale n'ont cessé de s'intensifier face à une répression toujours plus étouffante. Un autre phénomène inquiète les appareils de sécurité, celui de la cybercriminalité, qui vise les entreprises privées mais aussi les plateformes numériques de l'État, avec cette année des piratages et fuites de données de grande ampleur, particulièrement en Indonésie. François-Xavier Bonnet, Miko et Laure Siegel (chapitre 4) analysent le phénomène des arnaques en ligne (*online scamming*), qui prolifèrent sur la base du travail forcé de dizaines de milliers de migrants d'horizons nationaux divers dans des casinos en ligne pilotés par des réseaux criminels chinois aux Philippines, Birmanie, Cambodge et Laos. Ce fléau prend des proportions massives sans que les gouvernements de la région œuvrent de concert pour l'endiguer.

Les réponses répressives se sont par contre intensifiées dans les pays les plus autoritaires, comme au Cambodge, où les autorités ont fermé le dernier média indépendant, *Voice of Democracy*. À l'instar des Philippines, le gouvernement cambodgien a créé ses propres « ONG », des structures supposément issues de la société civile qui lui permettent d'afficher un dynamisme apparent venu de la base. En Thaïlande, un problème persistant touchant aux droits et aux libertés concerne l'utilisation des SLAPP (Strategic Lawsuits Against Public Participation), bien que les tribunaux acquittent régulièrement les accusés qui en sont victimes.

Dans un contexte de populisme autoritaire (Philippines), ou illibéral, tel qu'il pourrait se dessiner en Indonésie avec l'élection assurée en 2024 de l'ancien général Prabowo Subianto à la présidence de la République, les politiques sociales sont contrastées. On note une volonté d'accompagnement dans le domaine de l'éducation et des affaires familiales au Cambodge, la distribution d'aides sociales, après les élections en Thaïlande et – campagne électorale oblige – à l'approche des scrutins de février en Indonésie. Mais au-delà des mesures, les programmes sociaux à proprement parler font défaut, se traduisant par l'absence d'avancées réelles, par exemple dans la lutte contre l'obésité. L'Indonésie voudrait faire preuve de volontarisme pour mieux encadrer la nourriture transformée, mais la mise en place d'une taxe sur la nourriture transformée à forte teneur en sucre, gras ou sel, se heurte à des obstacles juridiques. Dans la majorité des pays la régulation de l'industrie agroalimentaire reste embryonnaire. Plus fondamentalement, l'OMS rappelle que 40 % de la population de la région de l'ASEAN n'a pas accès aux services de santé essentiels. Dans d'autres domaines, les déficiences des États suscitent par ailleurs des initiatives indépendantes, comme le montre l'importance du don individuel, dont Rosalia Sciortino étudie les transformations dans la région (chapitre 3). Des crises successives (catastrophes naturelles, covid-19, atteintes à la démocratie en Thaïlande et guerre en Birmanie) et les nouvelles technologies concourent à diversifier le financement individuel et à en modifier les modalités, conduisant les donateurs à soutenir des projets de plus long terme que la simple prise en charge immédiate des victimes.

Le décalage entre les enjeux, les ambitions et les réponses concrètes apportées est certainement le plus criant dans le domaine de la protection de l'environnement. La transition énergétique et les plans de décarbonation (infrastructures, transport, secteur agricole) sont maintenant engagés, avec la signature de Partenariats pour une transition énergétique juste (JTEPs) au Viêt Nam et en Indonésie. Mais, si

d'ambitieux objectifs sont affichés, les actions concrètes tardent à se mettre en place et aucune vision systémique n'est à l'œuvre. Les États se contentent de se référer aux ODDs sans pour autant les intégrer dans des plans de développement et sans s'attaquer aux industries les plus polluantes, comme l'huile de palme en Malaisie et en Indonésie, ainsi que les industries minières et forestières. Dans le même temps, des usines à charbon continuent d'être inaugurées, tandis que Timor-Leste développe un pôle pétrochimique, Tasi Mane, sur la côte sud, lié aux projets gaziers dans la mer de Timor. Le petit État défend son droit à l'extraction face à des pays développés prompts à le critiquer, nonobstant leur dette climatique vis-à-vis des pays du Sud. L'urgence climatique se fait partout plus fortement sentir, avec des records de chaleur accentués par El Niño. Si la dégradation de la biodiversité ne semble guère prise en compte dans les narratifs environmentalistes publics, ses effets n'en sont pas moins bien réels : les stocks de poissons dans la mer de Chine méridionale ont ainsi chuté de 75 % au cours des deux dernières décennies.

Sur ces différents plans, l'année souligne que nous sommes dans une période charnière pour la prise de décision politique et la mobilisation citoyenne sur les enjeux de démocratie comme de protection de l'environnement.